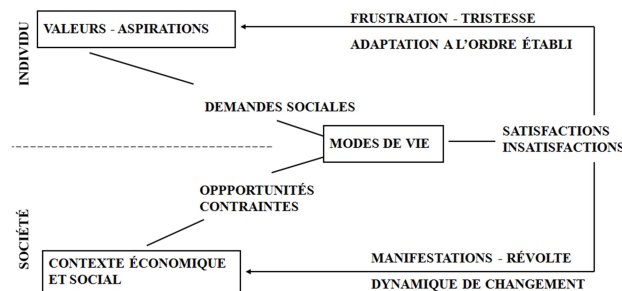


### • Définition

Valeurs et perception sociale de l'environnement, des ressources naturelles, de l'eau et des risques (notamment le volet inondation). Importance relative des citoyens vis-à-vis des causes "écologistes" au sens large.

Les valeurs ne sont pas les comportements.



### • Indicateurs de mesure

- Vote « écologiste »
- Associations environnementales
- Baromètres d'opinions sur l'environnement, l'eau et les risques, l'information

Les valeurs sont des idéaux, des préférences profondes qui structurent les représentations des individus et influencent leurs actions. Les valeurs sont souvent les mobiles profonds et secrets de nos actes dans tout ce qui touche les grands domaines de l'existence : famille, travail, morale, relations sociales, religion, politique, etc.

Connaitre les valeurs d'une société ou d'un groupe, c'est donc repérer ce qui motive vraiment un groupe d'individus et peut les pousser à agir. Les valeurs des individus évoluent au cours de leur vie et la hiérarchie des valeurs peut être influencée par le contexte économique et social.

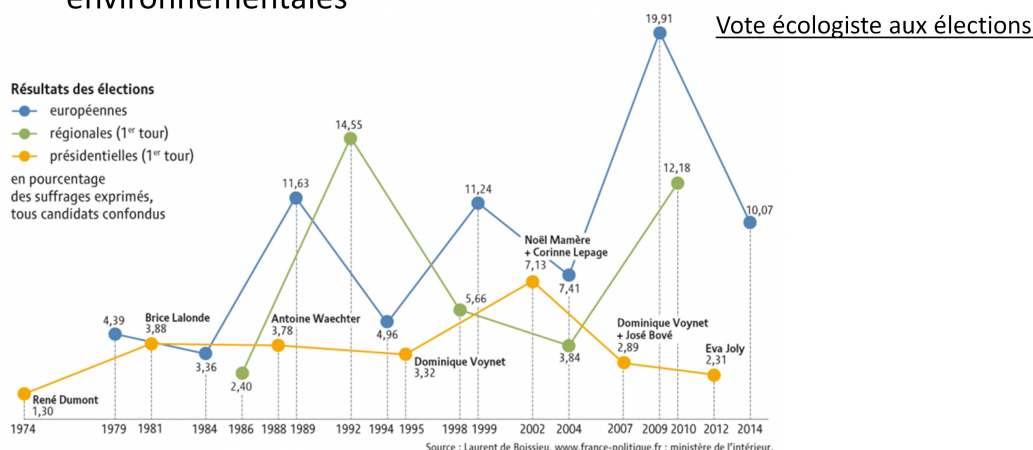
Il est donc important pour une société de suivre l'évolution des valeurs.

Des enquêtes, tant au niveau européen que national, suivent de façon régulière l'évolution des valeurs par sondage d'opinion récurrent. Néanmoins il faut prendre garde que les réponses sont toujours très influencées par l'actualité du moment aussi il est particulièrement important de suivre les réponses aux mêmes questions dans le temps.

Les enquêtes de l'ADEME dans le domaine de l'énergie, analysées par D. Boy (EHESS) indiquent clairement qu'il y a un fort décalage entre *valeur* et *comportement* dans le domaine environnemental au sens large. Les individus prennent de plus en plus en compte l'environnement dans leurs préoccupations et leurs réponses sur leurs pratiques. Mais le degré d'adoption de ces pratiques varie selon qu'il s'agit du tri des déchets, de la mobilité, de l'énergie du logement ou des achats. Les sondés peuvent juger un sujet environnemental important, être informés de ce qui peut être fait sans pour autant modifier réellement leur comportement car ils ont aussi des contraintes financières, sociales...

Il y a donc toujours un décalage entre déclarations et comportements. Néanmoins des changements de comportement sont possibles comme le montre la gestion du tri des déchets dans les années 80 : sans sanction, ni récompense, les ménages ont progressivement trié leurs déchets dès lors que la collectivité locale leur fournissait des poubelles ou des points de collecte différenciés.

- **Rétrospective- vote écologiste et associations environnementales**



Une prise de conscience de l'écologie depuis les années 70 :

- En 1968, 18 associations créent la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) devenue France Nature Environnement en 1990
- En 2016, 3500 associations regroupées en 80 organisation adhérentes

En termes d'associations environnementales, le bassin s'est inscrit aussi dans cette tendance nationale.

Dans l'ex Région Aquitaine

Par exemple la SEPANSO, membre de France Nature Environnement, Fédération des Sociétés pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest, existe depuis 45 ans et fédère les associations régionales en Aquitaine. En 2009, un numéro spécial de sa revue narre son histoire pour ses 40 ans d'existence

(<http://www.sepanso.org/presentation/temoignages40ans/index.php>).

Les affiliés sont 5 antennes départementales et 3 associations adhérentes (Ligue de Protection des Oiseaux, Centre Régional d'Ecoénergétique d'Aquitaine et Cistude Nature).

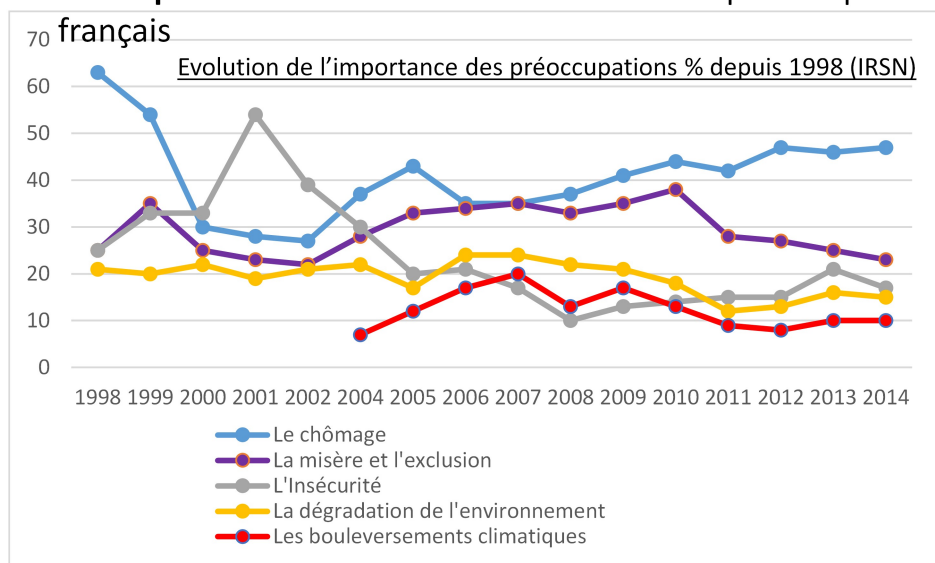
La SEPANSO administre 3 réserves naturelles pour le compte de l'Etat.

Dans l'ex Région Midi-Pyrénées

France Nature Environnement Midi-Pyrénées compte 3 associations au sein des départements du bassin : l'Association Botanique Gersoise et Les Amis de la Terre Gers, pour le département du GERS et FNE 65 en Hautes-Pyrénées.

Il est connu que le vote et la sensibilité écologiste sont plus importants dans les grandes aires urbaines. Aussi il apparaît logique que le mouvement citoyen environnemental soit plus présent dans la partie la plus urbanisée du bassin, ce qui a été vérifié par l'analyse des documents d'urbanisme du bassin réalisé par Futuribles dans la bibliographie réalisée pour l'étude Adour 2050 : les DOO des SCOTs urbains montrent plus de préoccupations environnementales que ceux des zones plus rurales.

• **Rétrospective** - Baromètre sur l'évolution des préoccupations des français



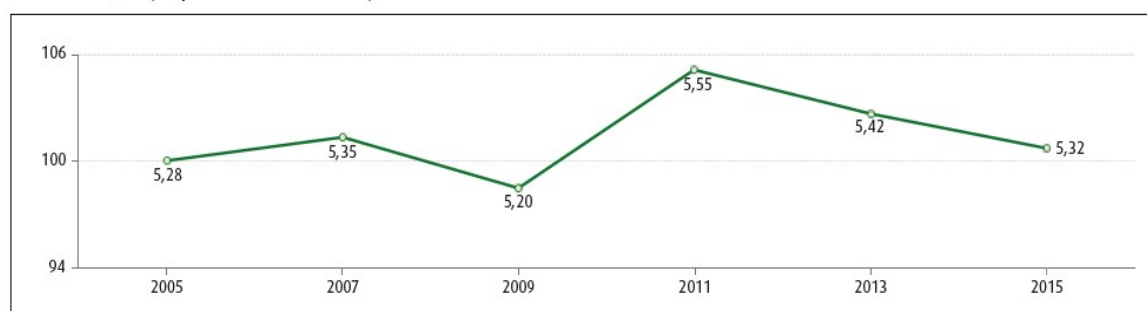
Des préoccupations économiques et sociales plus importantes que les préoccupations environnementales.

Si la sensibilité environnementale des français s'est beaucoup accrue de 1970 jusqu'au milieu des années 2000 (logiquement, puisque la préoccupation environnementale n'est née que dans les années 1970 pour le grand public), les préoccupations économiques et sociales de chômage et d'exclusion sont restées dominantes, encore plus depuis la crise de 2008. Les préoccupations sur l'insécurité et le terrorisme devraient aussi encore augmenter dans les prochaines vagues d'enquêtes. A noter que le graphe ci-dessus n'est pas complet car les répondants choisissent entre 8 préoccupations pour leur importance relative : Outre les 5 préoccupations représentées, les répondants ont aussi comme choix : les conséquences de la crise financière, le terrorisme et les risques nucléaires.

Néanmoins la sensibilité environnementale continue de se maintenir à un niveau élevé malgré la montée des préoccupations de sécurité et économiques et sociales

**Graphique 5 : niveau de sensibilité à l'environnement**

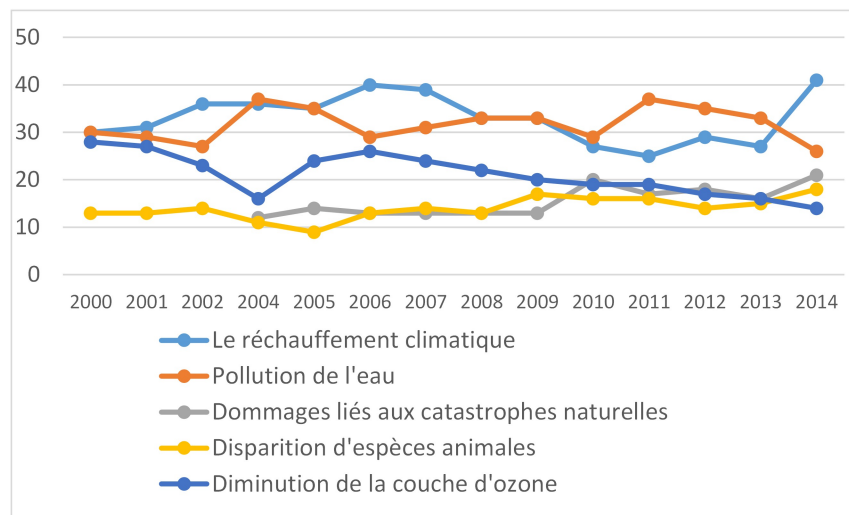
Base 100 = 5,28 (moyenne de l'année 2005)



Note : l'intitulé exact de la question est : « Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes totalement insensible à 7 si vous y êtes très sensible. Comment vous classez-vous ? ».  
Source : CGDD/SOeS, baromètre Environnement de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » réalisée par le Credoc en janvier 2015

- **Rétrospective** - Baromètre de l'évolution relative des différentes préoccupations environnementales

Evolution de l'importance % de différentes préoccupations environnementales depuis 2000 (IRSN)



Les résultats du baromètre annuel exposés ici sont partiels puisque les répondants choisissent dans une liste plus longue de préoccupations environnementales : l'importance de la pollution de l'air, de la destruction des forêts, de la pollution des sols, de la dégradation des paysages et des nuisances sonores sont demandés au même titre que les 6 enjeux environnementaux dont les résultats sont présentés ici.

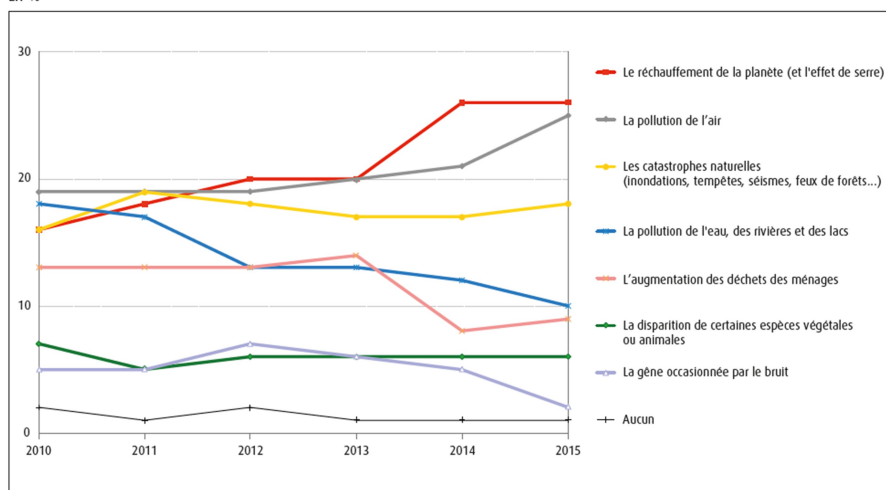
Dans les enquêtes IRSN, la pollution de l'air et de l'eau sont depuis 14 ans dans les principales préoccupations environnementales. Le réchauffement climatique est cité par 4 personnes sur 10 comme 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>e</sup> préoccupation majeure dans la dernière vague d'enquête, ce qui fait bondir son score par rapport à 2013. Mais il faut rappeler que c'est en 2014 qu'est paru le dernier rapport du GIEC (Groupement International d'Etudes sur le Climat), plus alarmiste que le précédent.

On notera également que la formulation de la question sur l'eau a une incidence forte sur le niveau de préoccupation : la pollution de l'eau recueille 10 points de plus de préoccupation en 2004 qu'en 2002, alors que la question était formulée sur « la pollution des lacs des rivières et des mers ». Il est clair que la nouvelle formulation ajoute l'eau potable aux préoccupations sur l'eau brute.

L'augmentation continue des préoccupations relatives aux catastrophes naturelles est à mettre en regard de la relative augmentation de la fréquence des arrêtés de catastrophes naturelles pris en France : il y en a eu 8 en 2004, 21 en 2009 et 29 en 2014. A l'inverse, la diminution de la couche d'ozone est, à juste titre, moins une préoccupation puisque le protocole de Montréal a porté ses fruits et le trou dans la couche d'ozone diminue. Source Baromètre IRSN 2015

# • **Rétrospective** - Evolution de l'importance des préoccupations environnementales de 2010 à 2015 (Enquête INSEE)

Graphique 2 : parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quel est celui qui vous paraît le plus préoccupant ?  
En %



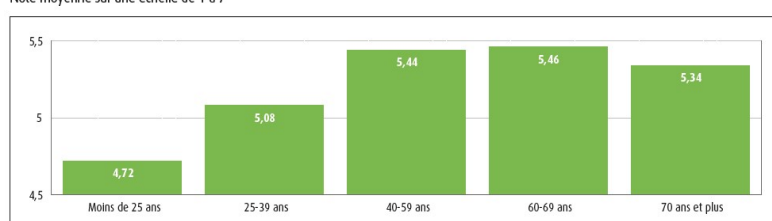
Source : CGDD/SoEs, plateforme Environnement de l'enquête « Camille » réalisée par l'Insee en novembre 2015

L'importance accordée au changement climatique et à la qualité de l'air est en partie liée au contexte : d'une part, la tenue à Paris de la Conférence mondiale sur le climat (COP21) fin novembre et, d'autre part, la mise en place de la circulation alternée (le 17 mars 2014 puis le 23 mars 2015) à la suite de la survenue de pics de pollution atmosphérique. Cela peut en effet expliquer pourquoi la préoccupation à l'égard de la qualité de l'air a atteint en 2015 son plus haut niveau.

Selon le baromètre INSEE, la pollution de l'eau régresse de 8 points sur 5 ans, tandis que les préoccupations à l'égard de la perte de biodiversité sont stables.

Mais des différences notables sont observées selon l'âge et le lieu de résidence : l'état de la biodiversité est plus fréquemment évoqué par les plus jeunes et les plus âgés sont plus nombreux à ne déclarer aucune préoccupation à l'égard de l'environnement. Pour autant, d'après l'enquête du CREDOC (ci-dessous), la sensibilité environnementale semble **moins élevée pour les plus jeunes**. Contrairement aux générations précédentes, ils sont nés dans un monde dont l'environnement a été dégradé par les générations précédentes.

Graphique 6 : niveau de sensibilité à l'environnement par tranche d'âge en 2015  
Note moyenne sur une échelle de 1 à 7



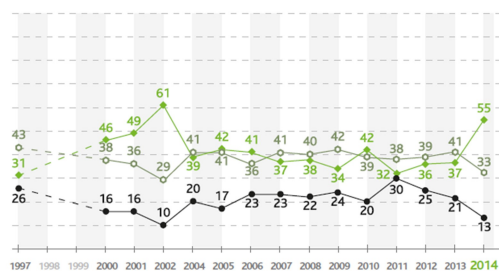
Source : CGDD/SoEs, baromètre Environnement de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » réalisée par le Credoc en janvier 2015

- **Rétrospective** - Evolution de l'évaluation des risques « inondation » et « pollution lacs, rivières et mers » par les français (IRSN, Baromètre 2015)

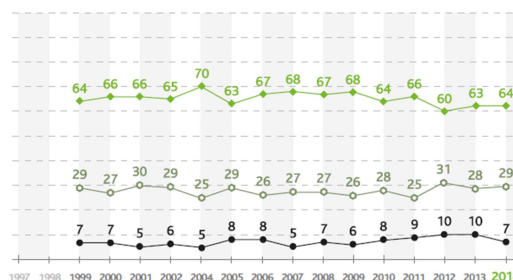
34 risques sont questionnés : « dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les français en général sont : élevés, moyens ou faibles ? ». Les résultats sont exprimés en part (%) de trois réponses possibles. L'addition des trois réponses pour chaque année fait 100%.

◆ ÉLEVÉS    ● MOYENS    ● FAIBLES

Les inondations



La pollution des lacs, des rivières et des mers



Une perception du risque élevé des inondation en lien avec les évènements de l'année 2010 la tempête Xynthia, 2013 le Sud Ouest et l'Europe centrale sous l'eau.

Le risque de pollution des eaux est resté élevé mais stable, juste derrière la pollution atmosphérique et les pesticides (outre le tabagisme, l'alcool et les drogues). L'évolution de l'opinion sur ce sujet est très lente.

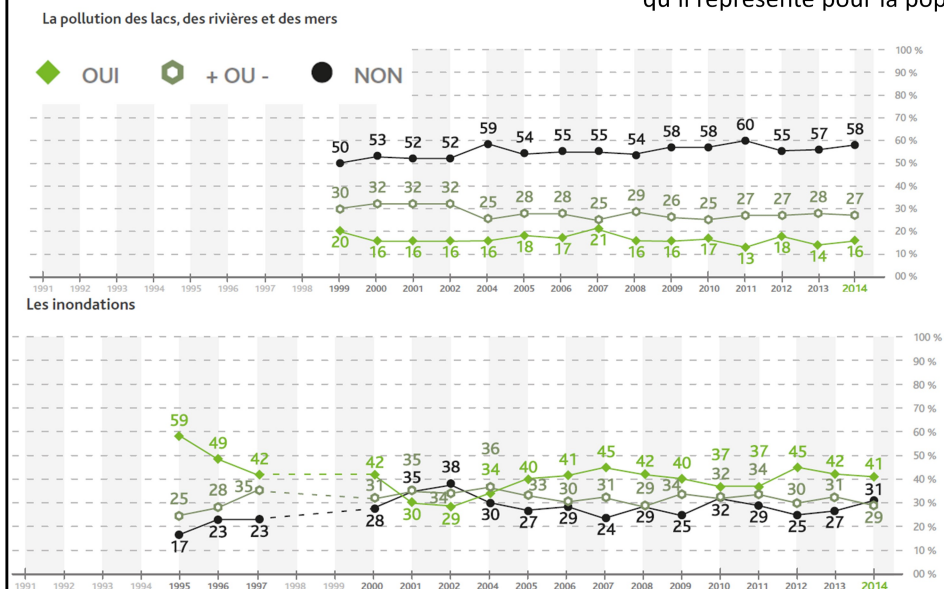
La perception du risque « inondation » est relativement moindre mais très sensible aux évènements de l'année écoulée.

L'augmentation de la perception du risque en 2002, suite aux inondations dans l'Hérault (Sommières), est retombée l'année suivante. Néanmoins la multiplication des évènements extrêmes, non seulement en France mais aussi en Europe, dès lors qu'ils sont plus systématiquement médiatisés, pourrait pousser cette préoccupation à la hausse d'autant que l'augmentation de leur occurrence est prévue par les scientifiques du GIEC et largement médiatisée.



- **Rétrospective** - Evolution de la confiance envers l'information institutionnelle sur les risques

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?



Pour la plupart des situations à risques, les Français ont tendance, en majorité, à ne pas porter crédit à l'information donnée. C'est le cas pour les risques suivants : le terrorisme, les produits alimentaires, le transport des matières dangereuses, les centrales nucléaires, **la pollution des lacs, des rivières et des mers**, les antennes de réseau pour téléphones portables, les pesticides, les incinérateurs de produits ménagers, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les OGM, les installations chimiques, la pollution des sols, les perturbateurs endocriniens, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et les nanoparticules.

A noter que la **crédibilité est plus partagée sur les inondations**, mais la part de ceux qui croient aux informations est supérieure à ceux qui n'y croient pas du tout.

L'information sur les accidents de la route, les accidents domestiques, l'alcoolisme ou les incendies de forêts apparait beaucoup plus crédible.

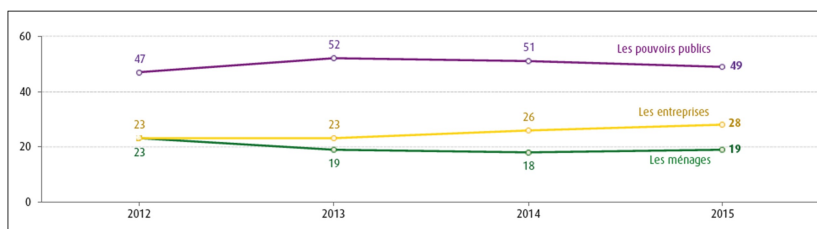
Les risques relatifs aux pollutions diffuses (**pollution de l'air ou de l'eau**, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl) sont perçus comme présentant des risques élevés, mais présentent des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques collectifs non industriels (bruit, **inondations**, accidents domestiques, canicule) sont perçus, relativement aux autres risques, comme faibles bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

- **Rétrospective** - l'action publique prime sur l'engagement individuel

Graphique 7 : qui devrait, selon vous, agir en priorité pour la protection de l'environnement ?

En %

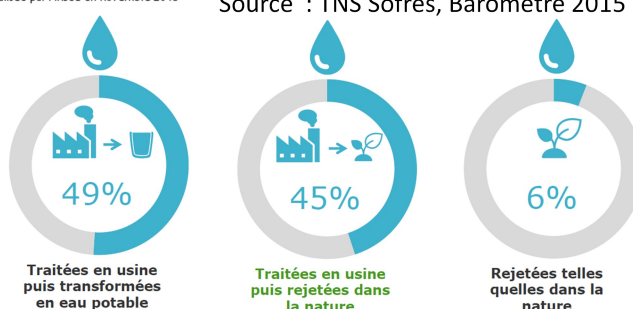


Source : CGDD/SOeS, plateforme Environnement de l'enquête « Camme » réalisée par l'Insee en novembre 2015

Source : TNS Sofres, Baromètre 2015

D'autant plus que le cycle de l'eau est mal connu

Question : D'une manière générale, une fois que l'eau a été consommée, que deviennent les eaux usées ?



Près de la moitié des français continue de penser que c'est aux pouvoirs publics d'agir pour l'environnement. Même si les entreprises sont davantage citées comme devant agir en priorité.

Ceci d'autant que les sujets environnementaux sont complexes et les sujets corrélés (la pollution de l'air « tombe » aussi dans l'eau). Tous comme les français peinent à différencier les polluants dans l'air (toxiques pour l'homme) des émissions de gaz à effet de serre (toxiques pour le climat), ils ne connaissent pas le cycle de l'eau.

Le baromètre Sofres « Les français et l'eau » 2015 indique que 89% des français sont attentifs aux quantités d'eau consommées. Les raisons sont : 49% pour les économies réalisées (pour 53% lors du sondage précédent), à 31% (24% lors du sondage précédent) pour préserver les ressources en eau en France et à 20% pour participer, à leur manière, à la sauvegarde de la planète. L'eau est une ressource limitée qui pourrait leur manquer à un horizon lointain.

Les habitants du quart Sud-Ouest (Aquitaine, Limousin et Midi-Pyrénées) **semblent plus concernés que la moyenne nationale par le risque de pénurie d'eau** que ce soit dans leur région ou sur le territoire en général. Ainsi, en 2014, 80 % d'entre eux considèrent que l'eau est une ressource limitée, contre 71 % au niveau national. Concernant le manque d'eau, 59 % estiment que c'est un problème qui se posera dans leur région, soit 10 points de pourcentage de plus qu'au niveau national.

Qu'il s'agisse de la qualité ou de la disponibilité, la question des ressources naturelles en eau préoccupe manifestement l'opinion de cette vaste région.



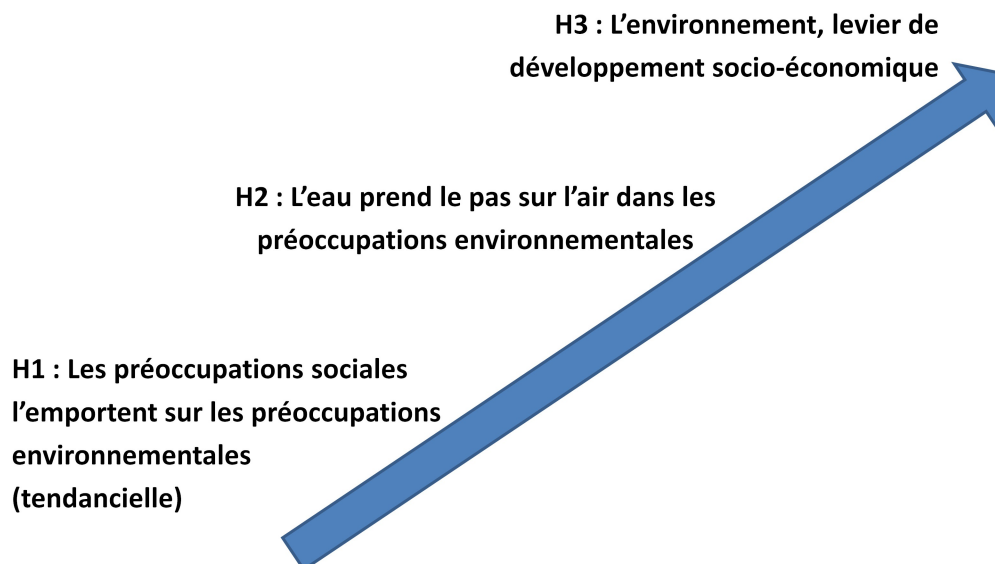
- **Prospective**

- La montée des valeurs environnementales peut être considérée comme une tendance lourde même si ces préoccupations sont en retrait dans les périodes de difficultés économiques et sociales => une amélioration pérenne des conditions socio-économiques pourrait faire primer les enjeux environnementaux.
- La perception du risque de pollution des eaux brutes est élevée pour une large majorité de la population depuis 25 ans, tout en étant un sujet moins préoccupant, le plus souvent, que la qualité de l'air (moins de risque d'être directement et personnellement affecté ? ). Par ailleurs, on note une défiance vis-à-vis de l'information sur le sujet.
- Le risque d'inondation n'est pas perçu majoritairement comme un risque élevé. Néanmoins l'opinion, plus fluctuante sur ce sujet, pourrait évoluer de façon plus stable vers un niveau élevé de perception du risque avec la récurrence des catastrophes

Il faut prendre garde que tous ces sondages d'opinion , notamment sur le risque inondation, représentent l'opinion de personnes « représentatives de la société française » et qui n'ont donc majoritairement pas été affectées personnellement par des inondations. Elles sont influencées par la couverture médiatique des évènements dans leur région ou ailleurs.

Par ailleurs l'analyse rétrospective montre que l'opinion fluctue facilement d'une année à l'autre si des évènements tels que les inondations sont médiatisés, mais sur des sujets moins médiatisés comme la qualité des eaux brutes l'opinion montre une forte inertie dans le temps.

- **Hypothèses**



#### **H1 : Les préoccupations sociales l'emportent sur les préoccupations environnementales**

Les préoccupations environnementales continuent d'augmenter. Les risques perçus dans le domaine de l'eau restent majoritairement liés à la qualité de l'eau. Le risque inondation reste secondaire (quand on est pas personnellement concerné) d'autant que les assurances remboursent les dommages. Mais les préoccupations économiques et sociales restent prédominantes sur les préoccupations environnementales et la qualité de l'air, surtout dans les principales agglomérations urbaines, préoccupent davantage que la qualité de l'eau.

#### **H2 : L'eau prend le pas sur l'air dans les préoccupations environnementales**

L'électrification de la mobilité locale et les normes plus drastiques sur les systèmes de chauffage à combustible (y compris sur le bois énergie) permettent d'apaiser les préoccupations dues à la qualité de l'air en milieu urbain. Les préoccupations sur la qualité de l'eau puis sur sa quantité prennent le dessus par rapport à la qualité de l'air. Les préoccupations sur les risques de catastrophes naturelles, en particulier les inondations, se stabilisent à un niveau élevé au fil des événements médiatisés. Si les pouvoirs publics ne prennent pas de mesures, les associations citoyennes sont prêtes à l'action. Si les préoccupations environnementales font quasi jeu égal avec les préoccupations économiques et sociales sur la période 2030-2050, les périodes de crise économique ou sécuritaire font tout de même passer l'environnement au second plan.

#### **H3 : L'environnement, levier de développement socio-économique**

Cette hypothèse suppose une rupture quant aux préoccupations économiques et sociales, a minima une prise de conscience que la pérennité économique et sociale pour les besoins de base dont l'énergie et la production alimentaire dépend elle-même des ressources naturelles (eau, air/climat, sols). L'accélération de l'accès aux connaissances via Internet, la société inexorablement vieillissante et plus sensible aux enjeux de long terme permettent d'argumenter que l'environnement puisse devenir une préoccupation majeure avant l'économie. L'évolution vers une économie plus « locale » et culturelle qui vend une histoire de terroir ou de savoir-faire peut contribuer à faire de l'environnement le capital principal à léguer aux générations suivantes.

Encore faut il que les enjeux sociaux comme l'exclusion/le chômage, l'insécurité aient pu être, pour une bonne part, résolus ; les activités liées à l'environnement contribuent à répondre aux enjeux d'emploi dans cette hypothèse. Le débat politique se déplace sur la façon de s'adapter aux enjeux environnementaux et la hiérarchie des priorités environnementales.

- **Lien entre les variables du système**

Cette variable est influencée par

- Les évènements extrêmes
- L'hydrologie

Cette variable influence :

- Gouvernance de l'eau
- Aménagement des cours d'eau
- Espaces naturels et protégés
- Assainissement
- Nouvelles ressources
- Politique de l'eau et mise en œuvre
- Espaces urbains
- Demande en eau des ménages
- Industries

- **Références**

- Baromètre IRSN 2015 « La perception des risques et de la sécurité par les français » Résultats d'ensemble, Juillet 2015
- « Opinions et pratiques environnementales des Français en 2015 », Chiffres & statistiques N° 750 Avril 2016, Commissariat Général au Développement Durable.
- « Les Français et l'eau » Baromètre 2015 –Résultats 2014 – TNS Sofres, Le Centre d'Information sur l'Eau
- <http://www.cieau.com/chiffres-du-barometre-tns-sofres-cieau/barometre/16-59-des-consommateurs-du-sud-ouest-pensent-pouvoir-manquer-d-eau-dans-leur-region>